

la force de revendication des banlieues ouvrières de Barcelone: Tarassa, Sabadell, Badolona, Llogregat, Cornella, Baux où les comités de grève sont actifs, et où les commissions ouvrières restent dominées à 90 p. cent par les communistes. Les réformes promises comme la formation d'une commission d'étude d'un régime administratif spécifique pour les quatre provinces paraissent négligeables au regard des revendications; d'autres, comme la reconnaissance de la langue catalane et de son enseignement, laissent insatisfaits les Catalans.

Le pays basque

Au pays basque (*Euzkadi*) le modèle est différent. Une longue tradition d'antagonisme oppose les nationalistes de l'ETA aux formations de la gauche «espagnole». Mais les divergences sont masquées par la répression qui frappe sans discrimination. La grève de décembre 1974, les événements de Vitoria, Bilbao et Pampelune en 1976 sont des exemples. Les actions restent ponctuelles, sans coordination. Certes, la classe ouvrière est de formation récente dans cette région. Les formations d'extrême gauche, Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), la STV (Solidarité des travailleurs basques), l'ORT (Organisation révolutionnaire des travailleurs, de tendance maoïste) ont surpris les Communistes tant par leur présence (ils monopolisent certaines commissions ouvrières) que par les activités violentes qu'elles engagent dans les rues. Il est peu probable que ces formations forment une junte régionale. De plus, les partis nationalistes comme ETAV et le parti nationaliste basque (PNB) n'ont pas l'intention de rejoindre la JD aussi longtemps que celle-ci ne garantira pas l'autodétermination des minorités nationales. Alors que pour les autres minorités régionales et nationales — la formation de junes régionales est déjà une réalité pour l'*Euzkadi* — le problème de maturité politique demeure. L'action antifranquiste masque une politique cohérente de coordination et de représentation.

Voie difficile mais irréversible

Ainsi, selon l'ouvrage de J. Savez Oller, *L'Espoir demeure* (éditions Fedecoop, Lyon, 1975), on peut admettre avec l'auteur que le pays est engagé dans une voie difficile mais irréversible. Entre les parti-

sans de la révolution (comme le FRAP ou d'autres organisations) et ceux de simples réformes, la convergence porte sur la liquidation du système «fasciste» et la proclamation de libertés démocratiques. Dans l'immédiat, il s'agit d'une lutte pour la liberté où participent des secteurs de plus en plus importants du peuple espagnol. Cette ouverture sur le «pluralisme» suggère que toutes les formations aient droit d'existence selon le principe que toutes les idées sont acceptables même si on ne les partage pas. Dans ce sens, la mise en garde des États-Unis à une participation du PC au gouvernement (la formule s'applique aussi bien à l'Italie et à la France) est néfaste dans la mesure où elle frappe l'orgueil des peuples concernés et ne peut qu'accroître le chaos politique de ces pays. Il est vrai que les intérêts américains restent importants (comme le soulignent les modalités du renouvellement du pacte américain), que l'Espagne a une position clef à l'entrée occidentale de la Méditerranée, d'où son éventuelle participation à l'OTAN. Face à cette situation, il semble plus pragmatique de considérer la possibilité d'une future appartenance à la Communauté économique européenne (CEE), toute naturelle pour des raisons géographiques, historiques et culturelles. Celle-ci ne sera possible que si les institutions et les principes sont en accord avec le Traité de Rome. Le 12 mars 1975, la JD participait comme observateur à une séance plénière du Parlement européen à Strasbourg; elle représentait dans ce sens l'orientation démocratique en Espagne. Ainsi, la transition vers la démocratie est en marche, elle ne saurait être ni freinée ni arrêtée; la crise politique et sociale qui en découlerait autrement serait incalculable. Elle suppose un changement profond du régime. On peut se poser la question: existe-t-il une volonté gouvernementale en vue d'un tel changement? Dans la négative il resterait au Roi à former un gouvernement de réconciliation nationale pour une période transitoire. Un tel gouvernement devrait tenir compte des revendications des minorités nationales. Quel que soit l'avenir l'évolution actuelle marque un tournant dans la vie politique espagnole. La survie du franquisme apparaît de plus en plus anachronique, surtout après l'élimination du salazarisme au Portugal.